PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE
COMTÉ DE ROUSSEAU

Séance ordinaire du 8 juillet 2024

Séance ordinaire du conseil Municipal de la Municipalité de Saint-Calixte, tenue le 8 juillet 2024 à 19 h.

Sont présents à cette séance: Son honneur le maire Michel Jasmin, préside la session à laquelle assistent : Mme Julie Lamoureux, Mme Louise Bourassa, M. Alexandre Mantha, M. Gaétan Lavallée, Mme Lucie Chagnon.

Assiste également à la séance, Mathieu-Charles LeBlanc, directeur général et greffier-trésorier.

Absence(s) : Mme Any-Pier Houle.

ORDRE DU JOUR

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

- 1.1 Ouverture de la séance
- 1.2 Moment de recueillement
- 1.3 Première période de questions
- 1.4 Adoption de l'ordre du jour
- 1.5 Adoption des procès-verbaux

2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

2.1 Administration

- 2.1.1 Chèques émis, dépôts directs émis, paiements Internet et transferts bancaires
- 2.1.2 Comptes à payer et dépôts directs
- 2.1.3 Remplacement de l'écran de contrôle pour l'usine d'eau potable - Affectation à la réserve aqueduc
- 2.1.4 Ajout d'informations à certaines résolutions qui concerne le fonds de roulement 2023-2024
- 2.1.5 Demande de création d'une direction régionale du Ministère des Transports et de la Mobilité durable
- 2.1.6 Subvention - Gratuite de la salle Guy St-Onge - Marché Cœur de Manman
- 2.1.7 Subvention - Gratuité de la salle Guy St-Onge - Groupes Entraide et Amitié
- 2.1.8 Acquisition de Tableau en verre trempé avec logo intégré et des affiches murales pour les bureaux
- 2.1.9 Relance de la demande de signalisation relativement à la route 335
- 2.1.10 Urgence relativement aux ponts - # 4914 rivière Beauport - # 4918 rue Principale – # 4921 rue de la Montagne
- 2.1.11 Demande au ministère des Transports – secteur du complexe Atlantide situé sur la route 335 nord
- 2.1.12 Don à la société Alzheimer du Québec

2.2 Ressources humaines

- 2.2.1 Embauche d'une journalière-surveillante – Mme Annie Grenon

2.3 Présentation, dépôt et avis de motion

2.4 Dépôt de rapports, documents, requêtes

3. SÉCURITÉ PUBLIQUE

4. TRANSPORT VOIRIE

- 5. **SERVICES TECHNIQUES**
 - 5.1 Achat d'une camionnette de type pick-up pour le service des travaux publics

- 6. **AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT**
 - 6.1 Adoption d'un règlement - règlement numéro 756-2024 ayant pour objet de modifier et de corriger certaines dispositions générales et particulières et coquilles réglementaires se trouvant dans le règlement de permis et certificat #725-2023
 - 6.2 Adoption d'un règlement - règlement numéro 757-2024 ayant pour objet de modifier le règlement 716-2022 sur les droits supplétifs

- 7. **LOISIRS ET CULTURE ET BIBLIOTHÈQUE**
 - 7.1 **Bibliothèque**
 - 7.2 **Communication**
 - 7.3 **Loisirs**
 - 7.3.1 Adjudication du contrat de surveillance et de sécurité aux abords des plans d'eau appartenant à la Municipalité de Saint-Calixte
 - 7.3.2 Adjudication du contrat d'achat de cadeaux pour les enfants des écoles primaires de Saint-Calixte pour le dépouillement d'arbre de Noël

- 8. **VARIA**

- 9. **DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS**

- 10. **CLÔTURE DE LA SÉANCE**

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

1.1 OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum étant constaté, le président monsieur Michel Jasmin, maire déclare la présente séance ouverte.

1.2 MOMENT DE RECUEILLEMENT

Monsieur le maire demande un moment de recueillement.

1.3 PREMIÈRE PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune question n'a été posée, parmi les personnes présentes dans la salle.

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil ont pris connaissance de l'ordre du jour de la séance.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : M. GAÉTAN LAVALLÉE
 APPUYÉ PAR : M. ALEXANDRE MANTHA

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

D'ADOPTER l'ordre du jour de la présente séance comme présenté.

2024-07-08-164

1.5 ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

IL EST PROPOSÉ PAR : MME JULIE LAMOUREUX
 APPUYÉ PAR : M. GAÉTAN LAVALLÉE

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

QUE les procès-verbaux de la séance ordinaire du 10 juin 2024 et des séances extraordinaires du 13 juin et du 17 juin 2024 soient et sont acceptés comme écrit au livre des délibérations.

2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

2.1 ADMINISTRATION

2.1.1 CHÈQUES ÉMIS, DÉPÔTS DIRECTS ÉMIS, PAIEMENTS INTERNET ET TRANSFERTS BANCAIRES

Le directeur général et greffier-trésorier dépose la liste des chèques émis au montant de 64 175.33 \$, la liste des dépôts directs émis au montant de 163 994.90 \$, la liste des paiements (Internet) au montant de 151 425.92 \$ ainsi que les paiements effectués par transferts bancaires – service de paie au montant de 164 617.21 \$ concernant les salaires du 26 mai 2024 au 22 juin 2024/quinzaine et du 1er au 30 juin 2024/mensuel.

a) Chèques émis

Le directeur général dépose la liste des chèques émis au montant de : 64 175.33 \$

No. Chèque	Nom des fournisseurs	Montant
21813	9483-1641 QUÉBEC INC	133.06 \$
21814	9483-1641 QUÉBEC INC.	151.78 \$
21815	9483-1641 QUÉBEC INC.	156.67 \$
21816	9483-1641 QUÉBEC INC.	362.89 \$

21817	CHABOT MARIO	500.00 \$
21818	RAYMOND PASCAL	250.00 \$
21819	TASSE ALEXANDRE	1 500.00 \$
21820	9116-1737 QUEBEC INC	11 474.51 \$
21821	ARMVFP DE LANAUDIÈRE	100.00 \$
21822	BEAUDRY, KARINE	137.50 \$
21823	BENEVA INC.	11 042.04 \$
21824	ERIC FAVREAU	250.00 \$
21825	FORTIN, MELANIE	195.00 \$
21826	GROUPE SYNAPSE INC.	4 218.72 \$
21827	MATHIEU CHARLES LEBLANC, ING.	1 367.50 \$
21828	TECHSPORT INC	13 913.42 \$
21829	VERONNEAU, AUDREY	155.00 \$
21830	ZBONA, POMILIU DINU	376.71 \$
21831	AGENCE DU REVENU DU CANADA	59.95 \$
21832	ST-PIERRE JONATHAN	1 000.00 \$
21833	VALLIÈRES VINCENT	633.48 \$
21834	AGENCE DU REVENU DU CANADA	1 572.95 \$
21835	MANTHA, EMMANUEL	250.00 \$
21836	MINISTRE DES FINANCES DU QUÉBEC	3 500.00 \$
21876	BENEVA INC.	10 874.15 \$
		64 175.33 \$

b) Le directeur général dépose la liste des dépôts directs émis au montant de :
163 994.90 \$

2513	DE LISIO, ANNIE	47.40 \$
2514	DWB CONSULTANTS	8 899.07 \$
2515	FOURNITURES DE BUREAU DENIS	689.74 \$
2516	HARNOIS ÉNERGIES INC.	15 261.70 \$
2517	JASMIN, MICHEL	277.67 \$
2518	LEDUC, CHRISTIAN	65.50 \$
2519	AMÉLIE LORD	74.71 \$
2520	MARTEL, LIETTE	294.10 \$
2521	PARALLÈLE 54	3 250.92 \$
2522	SONIA BÉLAIR	2 981.99 \$
2523	BOISVERT EXCAVATION	56 224.50 \$
2524	DE LISIO, ANNIE	249.77 \$
2525	LES ENTREPRISES PHILIPPE DENIS INC	54 344.01 \$
2526	FOURNITURES DE BUREAU DENIS	142.27 \$
2527	LEDUC, CHRISTIAN	33.32 \$
2528	SPCA REFUGE MONANI-MO	2 167.00 \$
2529	MUNICIPALITE REGIONALE COMTE DE MONTCALM	16 692.75 \$
2586	SYNDICAT FONCTION PUBLIQUE BUREAU(BON)	951.07 \$
2587	SYNDICAT FONCTION PUBLIQUE VOIRIE	1 347.41 \$
		163 994.90 \$

c) Le directeur général dépose la liste des paiements Internet au montant de :
151 425.92 \$

	AGENCE DU REVENU DU CANADA	7 716.30 \$
	AGENCE DU REVENU DU CANADA	3 762.41 \$
	BELL CANADA	173.61 \$
	BELL MOBILITE	318.67 \$
	HYDRO-QUEBEC	3 086.14 \$
	HYDRO-QUEBEC	1 566.45 \$
	HYDRO-QUEBEC	1 788.44 \$
	HYDRO-QUEBEC	359.99 \$
	HYDRO-QUEBEC	1 444.51 \$
	HYDRO-QUEBEC	243.93 \$
	MINISTRE DU REVENU DU QUEBEC	32 831.13 \$
	VISA DESJARDINS	2 112.56 \$
	VISA DESJARDINS	5 848.48 \$
	HYDRO-QUEBEC	851.88 \$
	HYDRO-QUEBEC	95.66 \$

	HYDRO-QUEBEC	113.73 \$
	HYDRO-QUEBEC	259.92 \$
	HYDRO-QUEBEC	29.96 \$
	HYDRO-QUEBEC	904.71 \$
	AGENCE DU REVENU DU CANADA	10 130.76 \$
	AGENCE DU REVENU DU CANADA	3 658.33 \$
	CARRA	2 387.99 \$
	LE FONDS DE SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS	6 241.66 \$
	MINISTRE DU REVENU DU QUEBEC	36 609.24 \$
	SSQ GROUPE FINANCIER	28 889.46 \$
		151 425.92 \$

d) Le directeur général dépose la liste des transferts bancaires – Service de la paie au montant de 164 617.21 \$ concernant les salaires du 26 mai au 22 juin 2024/quinzaine et du 1^{er} au 30 juin 2024/mensuel.

Déposé le	Semaine de paie no	Paie du	Montant
13-juin-24	26 mai au 8 juin 2024	12-Quinzaine	73 461.68 \$
27-juin-24	9 juin au 22 juin 2024	13-Quinzaine	77 539.21 \$
27-juin-24	1er au 30 juin 2024	6-Mensuel	13 616.32 \$
			164 617.21 \$

2024-07-08-165

2.1.2 COMPTES À PAYER ET DÉPÔTS DIRECTS

IL EST PROPOSÉ PAR : M. ALEXANDRE MANTHA
 APPUYÉ PAR : MME LOUISE BOURASSA

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

Que la Municipalité de Saint-Calixte autorise le directeur général et greffier-trésorier à payer les comptes d'après la liste reproduite ci-jointe au montant de 218 451.41 \$

a) Les comptes à payer au montant de : 78 518.19 \$

No. Chèque	Nom des fournisseurs	Montant
21837	9116-1737 QUEBEC INC	388.04 \$
21838	AGRITEX LANAUDIÈRE INC.	1 357.17 \$
21839	L'AMI DU BUCHERON	309.64 \$
21840	AUDIO-CINE-FILMS INC.	408.16 \$
21841	BALAI PERMANENT INC.	4 742.73 \$
21842	CENTRE HORTICOLE BASTIEN INC.	1 787.14 \$
21843	BITUME QUEBEC	2 965.33 \$
21844	BLEULYS-CORPORATION DE LA FÊTE NATIONALE	982.64 \$
21845	GLS CANADA (DICOM)	19.64 \$
21846	D. M. VALVE ET CONTROLE INC.	909.46 \$
21847	DUCHARME, BENOIT	650.00 \$
21848	GROUPE VEGECO INC.	1 379.70 \$
21849	LES EQUIPEMENTS R. DAoust LTEE	1 086.51 \$
21850	ESPAcENET	1 195.74 \$
21851	LES EVENEMENTS SONOLUM	541.75 \$
21852	EXCAVATIONS JULES DODON INC.	1 552.16 \$
21853	FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE	312.00 \$
21854	REMORQUAGE DESORMEAUX INC.	229.95 \$
21855	FRANÇOIS GRENON ARCHITECTE INC.	4 024.13 \$
21856	IDENTITÉ QUÉBEC	360.03 \$
21857	SECURITE JANSON INC.	2 912.98 \$
21860	JOLICOEUR	1 002.68 \$
		16 205.51 \$

21862	MAISON 43 INC	224.20 \$
21863	MARTECH INC.	3 990.02 \$
21865	LES MARCHÉS TRADITION SAINT-CALIXTE INC.	304.38 \$
21866	MUNICIPALITE DE SAINT-ESPRIT	83.47 \$
21867	NORDICITE INC.	672.60 \$
21869	LA COOP NOVAGO - QUINCAILLERIE ST-LIN	1 843.74 \$
21870	PLOMBERIES PDA-VÉZINA	1 270.28 \$
21871	PORTES DE GARAGE MSK	211.84 \$
21872	PRODUITS SOUDAGES DES LAURENTIDES INC.	340.04 \$
21873	LES PRODUCTIONS ROCK N STONE	3 449.25 \$
21874	SUSPENSION STEDAN INC.	12 685.88 \$
21875	VITRERIE LA PLAINE INC	8 119.40 \$
		78 518.19 \$

b) Les dépôts directs au montant de : 139 933.22 \$

No. Chèque	Nom des fournisseurs	Montant
2530	ALLIANCE RESSOURCES HUMAINES	1 652.78 \$
2531	APSAM	2 093.00 \$
2532	ARMTEC INC.	12 569.65 \$
2533	ARTS GRAPHIQUES ALPHONSO INC.	1 157.81 \$
2534	ASCENSEURS NEOSERVICES INC	291.75 \$
2535	ATELIER D'USINAGE DUFORT ENR.	109.23 \$
2536	BOURGEOIS CHEVROLET BUICK GMC	25.07 \$
2537	GROUPE CLR	149.41 \$
2538	COMNORD COMMUNICATION ENRG.	1 279.44 \$
2539	COOLMOBILE	1 880.76 \$
2540	C.R.S.B.P. DES LAURENTIDES INC.	34.49 \$
2541	JOHN COCKERILL CY-BO INC	392.00 \$
2542	DECORATION PAQUETTE & FILS INC.	1 480.07 \$
2543	DEVELOTECH INC.	3 259.59 \$
2544	DWB CONSULTANTS	7 528.56 \$
2545	EBI ENVIRONNEMENT INC	2 212.57 \$
2546	LES ENTREPRISES NORDIKEAU INC.	6 342.58 \$
2547	EQUIPE LAURENCE	14 946.75 \$
2548	L'EQUIPEUR	1 457.67 \$
2549	FEDERATION QUEBECOISE DES MUNICIPALITES	8 498.76 \$
2550	GG BEARING	116.12 \$
2551	LE GROUPE ROGER FAGUY INC.	1 283.63 \$
2552	GROUPE ISM	3 234.42 \$
2553	JOLIETTE DODGE CHRYSLER LTEE	293.65 \$
2554	SABLE L.G. DIVISION BAUVAL INC.	207.22 \$
2555	LIBRAIRIE MARTIN INC.	1 897.02 \$
2556	LIBRAIRIE RENAUD-BRAY	712.30 \$
2557	LIBRAIRIE LU-LU INC.	820.61 \$
2558	LITHOGRAPHIE S B INC.	587.52 \$
2559	LOCATION 2M	695.60 \$
2560	LUCIOLE	1 680.97 \$
2561	LUMIDAIRE INC.	306.12 \$
2562	ORKIN CANADA CORPORATION	785.56 \$
2563	PAVAGES MASKA INC	2 381.50 \$
2564	PFD AVOCATS LAWYERS	3 265.34 \$
2565	PG SOLUTIONS	983.04 \$
2566	DISTRIBUTION MARIO PICHETTE	3 020.43 \$
2567	PIECES D'AUTO J.P. RACETTE INC.	927.49 \$
2568	POITRAS PIÈCES D'AUTOS	399.42 \$
2569	PIERQUIP	423.50 \$
2570	VILLEMAIRE PNEUS ET MÉCANIQUE	615.35 \$
2571	REAL HUOT INC	4 050.25 \$
2572	LINE RICHER COMMUNICATIONS	3 403.26 \$
2573	ROBITAILLE EQUIPEMENT INC.	3 073.31 \$
2574	SEAO-CONSTRUCTO	427.07 \$

2575	SECURIMED INC	436.90 \$
2576	SERRURIER MRC MONTCALM	2 123.59 \$
2577	STIEHL CANADA INC	425.40 \$
2578	SYSTEMES DE SECURITE SOLULOGIC TECHNOLOG	6 032.60 \$
2579	SYS-TECK ÉLECTRIQUE INC.	167.39 \$
2580	TECHNO DIESEL INC.	7 839.20 \$
2581	TREMBLAY HUISSIERS DE JUSTICE INC	4 798.21 \$
2582	ELITE FORD ST-JÉRÔME	106.44 \$
2583	VEOLIA WATER TECHNOLOGIES CANADA INC.	463.92 \$
2584	WASTE MANAGEMENT	14 366.54 \$
2585	WURTH CANADA LIMITEE	220.39 \$
		139 933.22 \$

2024-07-08-166

2.1.3 REMPLACEMENT DE L'ÉCRAN DE CONTRÔLE POUR L'USINE D'EAU POTABLE - AFFECTATION À LA RÉSERVE AQUEDUC

CONSIDÉRANT QUE nous avons dû acheter un écran de contrôle pour l'usine d'eau potable au montant de 6 840 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE nous avons imputé la dépense au budget de fonctionnement;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'imputer cette dépense à la réserve d'aqueduc plutôt qu'au budget de fonctionnement;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : MME LUCIE CHAGNON
APPUYÉ PAR : MME LOUISE BOURASSA

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé d'affecter cette dépense à la réserve d'aqueduc.

2024-07-08-167

2.1.4 AJOUT D'INFORMATIONS À CERTAINES RÉSOLUTIONS QUI CONCERNE LE FONDS DE ROULEMENT 2023-2024

CONSIDÉRANT les recommandations de nos auditeurs externes DCA Comptables agréé inc. suite à la vérification des états financiers 2023, il a été constaté que la période de remboursement sur certaines résolutions était manquante;

CONSIDÉRANT QUE nous devons inscrire la période de remboursement sur les résolutions suivantes;

# RÉSOLUTION	TITRE
2023-03-13-064	Acquisition de 2 véhicules pour l'urbanisme et 1 véhicule pour la voirie
2023-03-13-071	Octroi d'un contrat pour le rempl.de 2 unités de climatisation - Guy St-Onge
2023-08-14-216	Achat d'un camion 6 roues usagé
2023-10-16-280	Achat d'un tracteur pour entretien hivernal divers

2024-04-08-108

Octroi du contrat pour l'achat de gradins de soccer

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : M. ALEXANDRE MANTHA
 APPUYÉ PAR : MME JULIE LAMOUREUX

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU
 VOTE :

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à faire les correctifs tels que requis par nos vérificateurs externes.

2024-07-08-168

**2.1.5 DEMANDE DE CRÉATION D'UNE DIRECTION RÉGIONALE DU
 MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE**

CONSIDÉRANT QUE le ministère des Transports et de la Mobilité durable dispose d'une direction régionale partagée entre les régions des Laurentides et de Lanaudière;

CONSIDÉRANT QUE sur l'ensemble des 17 régions administratives du Québec, Lanaudière est l'une des dernières à ne pas détenir sur son territoire une direction régionale du ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) qui lui soit propre et distincte;

CONSIDÉRANT l'importance de décentraliser les services gouvernementaux pour assurer une meilleure communication et une plus grande proximité avec les citoyens, municipalités et organismes;

CONSIDÉRANT QUE Lanaudière est une entité à part entière, avec ses propres réalités et enjeux, qui mérite d'être considérée à sa juste valeur comme toutes les régions du Québec;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : MME JULIE LAMOUREUX
 APPUYÉ PAR : M. ALEXANDRE MANTHA

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU
 VOTE :

QUE la municipalité de Saint-Calixte demande au gouvernement du Québec de s'engager rapidement à créer une direction du ministère des Transports et de la Mobilité durable pour la région de Lanaudière, et ce, au bénéfice des citoyennes et citoyens;

QU'une copie de la présente résolution adoptée soit transmise au bureau du député de Rousseau à l'Assemblée nationale du Québec, Monsieur Louis-Charles Thouin; au bureau de la ministre responsable de la région de Lanaudière, Madame Caroline Proulx; à la MRC de Montcalm et chacune de ses municipalités; à la MRC de l'Assomption; à la MRC de Matawinie; à la MRC d'Autray; à la MRC des Moulins; à la MRC de Joliette; ainsi qu'à la Table des préfets de la région de Lanaudière.

QUE copie de la présente résolution soit également transmise à la Fédération québécoise des Municipalités pour discussion dans le cadre de l'assemblée annuelle des membres qui se tiendra en septembre 2024.

2.1.6 SUBVENTION - GRATUITE DE LA SALLE GUY ST-ONGE - MARCHÉ CŒUR DE MAMAN

CONSIDÉRANT QUE cette année, la Municipalité de Saint-Calixte a offert gratuitement la salle Guy St-Onge à la demande de l'organisme "SP CANADA - LANAUDIÈRE pour le marché Coeur de Maman pour la sclérose en plaque;

CONSIDÉRANT QUE l'événement a été apprécié de tous les visiteurs et de tous les artisans;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte a reçu une nouvelle demande afin d'utiliser gratuitement la salle du Centre d'art Guy St-Onge, les 3 et 4 mai 2025, pour une deuxième édition de l'événement organisé par Mme Natalie Cofsky de **Bijoux'stensile**, soit le **Marché Cœur de Maman 2025**;

CONSIDÉRANT QUE l'événement permettra une levée de fonds au profit de l'organisme SP Canada – Lanaudière;

CONSIDÉRANT QU'en soutenant l'organisme, ce type d'initiative permet d'offrir des services et du soutien aux personnes atteintes de sclérose en plaques ainsi qu'à leur entourage;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif est aussi de sensibiliser la population à cette maladie, qui est généralement diagnostiquée chez des gens âgés de 15 à 40 ans et qui touche trois fois plus de femmes que d'hommes. Au Québec, environ 20 000 personnes sont aux prises avec la sclérose en plaques;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : M. GAÉTAN LAVALLÉE

APPUYÉ PAR : MME LUCIE CHAGNON

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

QUE le conseil offre son soutien à l'organisme **SP CANADA LANAUDIÈRE**, sous forme de subvention pour la gratuité de la salle Guy St-Onge, pour l'événement organisé par Mme Natalie Cofsky de **Bijoux'stensile** soit le **Marché cœur de maman 2025** qui aura lieu les 3 et 4 mai 2025, événement qui permettra une levée de fonds au profit de l'organisme **SP CANADA – LANAUDIÈRE**.

QUE le conseil leur souhaite un vif succès à l'occasion de cet événement et d'atteindre leur objectif.

2.1.7 SUBVENTION - GRATUITÉ DE LA SALLE GUY ST-ONGE - GROUPES ENTRAIDE ET AMITIÉ

CONSIDÉRANT QUE nous avons reçu une demande de gratuité pour la salle Guy St-Onge dans le cadre des activités des Groupes d'Entraide et Amitié pour l'organisation d'une journée contre la maltraitance des aînés durant la semaine du 1er octobre 2024;

CONSIDÉRANT QUE l'activité prévue, en collaboration avec le Comité Agir de la MRC de Montcalm et les GEAs, est un café-causerie sur la thématique de la maltraitance envers les aînés;

CONSIDÉRANT QUE des capsules vidéos seront diffusées lors de ce café-rencontre et des discussions seront ouvertes. Du matériel de prévention et de sensibilisation, café, collations et des présents pour les participants seront offerts;

CONSIDÉRANT QUE par cette activité d'une durée d'environ 3 heures, les Groupes d'Entraide et Amitié souhaitent inviter et rejoindre des aînés à travers toute la MRC Montcalm et bien entendu, les résidents de Saint-Calixte.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : MME LUCIE CHAGNON

APPUYÉ PAR : M. GAÉTAN LAVALLÉE

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

QUE la prévention et la sensibilisation contre la maltraitance envers les aînés sont des enjeux essentiels et la Municipalité de Saint-Calixte est fière de collaborer à cette activité en offrant aux Groupe Entraide et Amitié, sous forme de subvention, la gratuité de la salle Guy St-Onge pour leur journée contre la maltraitance des aînés, durant la semaine du 1er octobre 2024.

2024-07-08-171

2.1.8 ACQUISITION DE TABLEAU EN VERRE TREMPÉ AVEC LOGO INTÉGRÉ ET DES AFFICHES MURAUX POUR LES BUREAUX

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation de tableau dans les aires communes est un moyen nécessaire et efficace de communication avec les employés municipaux.

CONSIDÉRANT QUE nous avons besoin d'un tableau dans la cuisine de l'hôtel de ville.

CONSIDÉRANT QUE nous avons besoin, dans la salle de conférence, d'un tableau pour les présentations diverses.

CONSIDÉRANT QUE nous avons demandé des prix à trois différents fournisseurs.

CONSIDÉRANT QUE la compagnie Distrimar a fourni un prix concurrentiels qui inclus la livraison et l'installation.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : M. ALEXANDRE MANTHA

APPUYÉ PAR : M. GAÉTAN LAVALLÉE

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

D'OCTROYER le contrat à Distrimar au montant de 3,853.58 \$ (excluant les taxes);

D'IMPUTER la dépense à l'excédent non affecté;

D'AUTORISER le directeur général et greffier-trésorier à payer en temps opportun les factures relatives à ce contrat.

2024-07-08-172

2.1.9 RELANCE DE LA DEMANDE DE SIGNALISATION RELATIVEMENT À LA ROUTE 335

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte désire relancer le ministère des transports et de la Mobilité durable (MTMD) relativement à la résolution 2023-08-014-220;

CONSIDÉRANT QUE la route 335 direction sud juste au nord du périmètre urbain, est une zone où la limite de vitesse est de 50 km/h à partir de la rue Antoine Mantha;

CONSIDÉRANT QUE la route 335 passe d'une limite de vitesse de 90 km/h juste avant la limite de vitesse de 50 km/h direction sud, au nord du périmètre urbain;

CONSIDÉRANT QUE la sortie de la rue Duvalière Est pour accéder à la route 335 est dans ce secteur et la rend dangereuse;

CONSIDÉRANT la réfection de la route 335 au niveau du périmètre urbain;

CONSIDÉRANT QUE les travaux s'échèleront sur 2 ans, soit 2024 et 2025;

CONSIDÉRANT QU'il est donc primordial qu'une zone de 70 km/h puisse être imposée en direction sud, au nord du périmètre urbain entre la signalisation des limites de vitesse de 90 km/h et de 50 km/h;

CONSIDÉRANT QU'il est primordial de revoir la signalisation dans ce secteur afin de déplacer la limite de vitesse de 50 km/h en direction sud plus au nord du périmètre urbain de la route 335;

CONSIDÉRANT QU'il faut aussi prendre en considération que la route 335 en direction sud dans ce secteur à une pente descendante assez forte;

CONSIDÉRANT QUE le Ministère a installé un clignotant jaune en direction nord sur la route 335, avant le chemin du lac Bob, mais que ce dernier ne fonctionne plus;

CONSIDÉRANT QUE lors de la rencontre du 17 juin avec le MTMD, il a été mentionné de maintenir un dialogue avec les municipalités. Le tout dans le but de collaborer efficacement avec les partenaires municipaux pour éviter les surprises et réduire les impacts envers les citoyens, ce qui inclut la sécurité routière;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : MME JULIE LAMOUREUX
APPUYÉ PAR : MME LOUISE BOURASSA

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

QUE le ministère des Transports du Québec et de la Mobilité Durable puisse intervenir le plus rapidement possible pour rendre cette route le plus sécuritaire.

QU'une copie de cette résolution soit acheminée à monsieur Stéphane Audet, directeur général du MTQ pour la région Laurentides-Lanaudière.

QU'une copie de cette résolution soit acheminée à monsieur Louis-Charles Thouin Député de Rousseau.

CONSIDÉRANT QUE depuis plusieurs années ce pont est fermé à la circulation;

CONSIDÉRANT QUE le 18 novembre 2019, la direction générale de la Municipalité retournait un message électronique à monsieur Sébastien Bélair mentionnant que la structure du pont est complètement à refaire, car les planches ne tiennent plus sur la structure, le rendant non sécuritaire;

CONSIDÉRANT la résolution 2019-11-11-353 du 11 novembre 2019, fait l'objet d'une demande pour le pont;

CONSIDÉRANT QUE pour donner suite à la résolution 2019-11-11-353, la Municipalité a reçu une lettre datée du 27 novembre 2019 de monsieur Claude Thibeault, directeur général du ministère des Transports Québec (ci-après nommé MTQ ») pour les régions Laurentides-Lanaudière et que cette lettre ne fait pas mention de notre demande pour ce pont;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte a adressé à monsieur Claude Thibeault, directeur général du MTQ un message électronique le 28 octobre 2019 relativement à ce dossier;

CONSIDÉRANT QUE malgré les demandes et messages de la Municipalité, aucune planification de réparation n'a été prévue par le MTQ, comme demandé et confirmé par les résolutions 2020-07-13-165 du 13 juillet 2020 et 2023-05-08-123 du 8 mai 2023;

PONT # 4918 - RUE PRINCIPALE

CONSIDÉRANT la résolution 2019-03-25-104 qui fait l'objet d'une demande relativement au pont # 4918 sur la rue Principale;

CONSIDÉRANT QUE nous avons un pont temporaire sur la rue Principale en direction de la rue Bécaud qui est une route inter municipale en direction de Sainte-Julienne;

CONSIDÉRANT QU'une rencontre a eu lieu le 30 août 2019 à la Municipalité de Saint-Calixte avec monsieur Claude Thibeault, directeur général du MTQ, Laurentides-Lanaudière, ainsi que d'autres ressources de ce ministère relativement à ce pont;

CONSIDÉRANT QU'aucune planification de réparation n'a été prévue par le MTQ tel que mentionné dans la résolution 2020-07-13-167 du 13 juillet 2020;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte a adressé à monsieur Claude Thibeault, directeur général du MTQ pour les régions Laurentides-Lanaudière un message électronique le 4 juillet 2020 relativement à ces deux dossiers;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte a adressé à monsieur Claude Thibeault, directeur général du MTQ un message électronique le 22 janvier 2021 relativement à ces deux dossiers;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte a adressé à monsieur Claude Thibeault, directeur général du MTQ un message électronique le 26 avril 2021 relativement à ce dossier;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte a adressé à monsieur Claude Thibeault, directeur général du MTQ un message électronique le 27 mai 2021 relativement au fait que la Municipalité n'a reçu aucun retour de sa part sur les demandes précédentes;

CONSIDÉRANT QUE la fermeture du Pont # 4918, le 1^{er} mai 2023, à la suite de la crue printanière a nécessité une intervention d'urgence du MTQ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité réitère qu'aucune planification de réparation et remplacement n'ont été prévus par le MTQ comme mentionné dans la résolution 2023-05-08-123 du 8 mai 2023;

PONT # 4921 - RUE DE LA MONTAGNE

CONSIDÉRANT les résolutions 2019-06-10-202 et 2019-11-11-354 relatives à des demandes au MTQ concernant le pont # 4921 situé sur la rue de la Montagne;

CONSIDÉRANT la résolution 2023-10-16-272 et la demande du Conseil municipal de signer une entente d'impartition et de retirer le pont sur la rue de la Montagne et de le remplacer par un ponceau conformément aux normes en vigueur;

CONSIDÉRANT QUE le pont # 4921 situé sur la rue de la Montagne présente :

- Problèmes importants d'érosion du matériel de remblai;
- Perte de matériaux affectant l'efficacité de façon importante;
- Problèmes d'affouillement de la structure affectant la stabilité de la structure de bois;
- Pourriture jusqu'à très importante des madriers de bois de la structure;
- Bris de plusieurs madriers de bois;
- Fractures de blocs d'assises;
- Traverses de bois pourries et non fixées aux poutres affectant la capacité portante du pont;
- Corrosion importante à la semelle supérieure et aux bas de lames et perforations;
- Glissières de sécurité trop basses et poteaux fracturés et/ou pourris et nécessite des réparations majeures.

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte reconnaît l'importance de maintenir la sécurité des citoyens, des usagers de la route et des infrastructures;

CONSIDÉRANT QUE lors de la rencontre du 17 juin avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable (ci-après nommé le « MTMD »), il a été mentionné de maintenir un dialogue avec les municipalités. Le tout dans le but de collaborer efficacement avec les partenaires municipaux pour éviter les surprises et réduire les impacts envers les citoyens, ce qui inclut la sécurité routière;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil municipal exhorte le ministère des Transports du Québec, direction des Laurentides-Lanaudière, à agir promptement pour assurer la sécurité et la fiabilité des ponts, soulignant l'urgence de la situation et la nécessité d'une planification adéquate pour les travaux à entreprendre, et ce, le plus rapidement possible;

CONSIDÉRANT l'annonce du 6 mai 2024 relativement aux investissements 2024-2026 du MTMD pour le territoire de Lanaudière;

CONSIDÉRANT QUE ces trois ponts ne sont pas considérés dans les investissements 2024-2026 du MTMD;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil municipal est très inquiet du MTQ relativement à la planification pour la réalisation des travaux à effectuer sur les ponts identifiés;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : MME LUCIE CHAGNON
 APPUYÉ PAR : M. GAÉTAN LAVALLÉE

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

QUE le ministère des Transports du Québec procède le plus rapidement possible à la réparation du pont de la rivière Beauport (4914) qui est fermé depuis plusieurs années et au remplacement du pont temporaire rue Principale (4918), qui engendre des conditions et restrictions.

QUE la Municipalité de Saint-Calixte souhaite signer une entente d'impartition avec le Ministère aux fins de financier les coûts associés à la réalisation des travaux de remplacement du pont (4921) sur la rue de la Montagne par un ponceau.

QUE le ministère des Transports du Québec puisse intervenir le plus rapidement possible pour rendre ces ponts en état.

QU'une copie de cette résolution soit acheminée à monsieur Stéphane Audet, directeur général du MTQ pour la région Laurentides-Lanaudière.

QU'une copie de cette résolution soit acheminée à monsieur Louis-Charles Thouin Député de Rousseau.

2024-07-08-174

2.1.11 DEMANDE AU MINISTÈRE DES TRANSPORTS – SECTEUR DU COMPLEXE ATLANTIDE SITUÉ SUR LA ROUTE 335 NORD

CONSIDÉRANT QUE le complexe Atlantide situé sur le territoire de la municipalité de Saint-Calixte attire de plus en plus de gens;

CONSIDÉRANT QUE ce complexe initialement n'offrait qu'une option de camping;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a déjà fait l'objet d'une même demande par la résolution 2013-06-10-198, du 10 juin 2013;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a déjà fait l'objet d'une même demande par la résolution 2020-08-10-209, du 10 août 2020;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a déjà fait l'objet d'une même demande par la résolution 2023-06-12-155, du 12 juin 2023;

CONSIDÉRANT QUE ce complexe poursuit son développement récréotouristique avec d'autres activités, comme le familizoo, le parc aquatique, le château magique et le manoir hanté;

CONSIDÉRANT QU'il y a eu ouverture de l'hôtel de la cité perdue dans ce complexe;

CONSIDÉRANT QUE ce beau projet en période estivale génère un surplus de circulation qui paralyse la route 335;

CONSIDÉRANT QUE cet état de fait est de plus en plus d'être dangereux pour les usagers de la route 335;

CONSIDÉRANT QUE la route 335 est sous la juridiction du Ministère des Transports;

CONSIDÉRANT QU'il est impératif que le Ministère des Transports soit proactif dans ce dossier, avant qu'il y ait d'autres accidents mortels;

CONSIDÉRANT QUE la route 335 direction nord se fait sur une pente ascendante et une fois arrivée en haut le temps de réaction des conducteurs est très court, car l'entrée et la sortie du Familizoo est très près, sans oublier que la signalisation est toujours à 90 km/h dans ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE le 30 juin 2024, un accident s'est produit et qu'heureusement, il n'y a pas eu de victime mortelle;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Calixte reconnaît l'importance de maintenir la sécurité des citoyens, des usagers de la route et des infrastructures;

CONSIDÉRANT QUE le Ministère devrait entreprendre les démarches nécessaires et procéder à la création d'une voie d'accotement pour ce complexe;

CONSIDÉRANT QUE lors de la rencontre du 17 juin avec le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD), il a été mentionné de maintenir un dialogue avec les municipalités. Le tout dans le but de collaborer efficacement avec les partenaires municipaux pour éviter les surprises et réduire les impacts envers les citoyens, ce qui inclut la sécurité routière;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : M. GAÉTAN LAVALLÉE
APPUYÉ PAR : MME LOUISE BOURASSA

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante pour valoir à toutes fins que de droit;

QUE ce conseil demande officiellement au ministère des Transports de prendre immédiatement les mesures qui s'imposent pour assurer la fluidité et la sécurité de la route 335 à Saint-Calixte dans le secteur de ce complexe.

QU'une copie de la présente résolution soit acheminée Monsieur Stéphane Audet, directeur général de la Direction des Laurentides-Lanaudière au ministère des Transports.

QU'une copie de la présente résolution soit acheminée à Madame Geneviève Guilbault, ministre des Transports et de la Mobilité durable ainsi qu'à Monsieur Louis-Charles Thouin, Député de Rousseau.

2024-07-08-175

2.1.12 DON À LA SOCIÉTÉ ALZHEIMER DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT les funérailles de la Mme Yolande Renaud, épouse de feu monsieur Fernand Thériault et mère de M. Luc Thériault, député de la circonscription de Montcalm;

CONSIDÉRANT QU'en signe de solidarité et de soutien envers notre député, nos marques de sympathie se sont traduites par un don à la société Alzheimer du Québec;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : MME LOUISE BOURASSA
APPUYÉ PAR : MME JULIE LAMOUREUX

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

D'ENTÉRINER le don de 200\$ fait à la société Alzheimer du Québec, en mémoire de Mme Yolande Renaud, en signe de solidarité et de soutien envers le député de Montcalm, M. Luc Thériault.

2.2 RESSOURCES HUMAINES

2024-07-08-176

2.2.1 EMBAUCHE D'UNE JOURNALIÈRE-SURVEILLANTE – MME ANNIE GRENON

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a procédé à un processus de recrutement pour pourvoir un poste de journalier (ère) – surveillant (e), temporaire;

CONSIDÉRANT QUE toutes personnes ayant soumis sa candidature ont eu droit à un traitement égal et sans discrimination;

CONSIDÉRANT QU'à la suite de la parution de l'offre d'emploi, la Municipalité a reçu cinquante et un (51) curriculums vitae;

CONSIDÉRANT QU'à la suite de l'évaluation des curriculums vitae, cinq (5) candidatures ont été retenues pour des entrevues;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) candidats se sont désistés;

CONSIDÉRANT QUE pour le processus d'entrevue en tant que tel, un questionnaire d'entrevue a été utilisé par le comité de sélection;

CONSIDÉRANT QUE le comité de sélection a, par la suite, évalué les entrevues basées sur les critères d'évaluation, soit, l'expérience, les connaissances, la motivation, le service client, l'attitude, la personnalité et la disponibilité;

CONSIDÉRANT QUE la candidate Mme Annie Grenon correspond au profil recherché pour la fonction et détient les exigences pour satisfaire à l'emploi.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : M. ALEXANDRE MANTHA

APPUYÉ PAR : M. GAÉTAN LAVALLÉE

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

QUE ce conseil accepte le préambule de la présente résolution et entérine l'embauche de Mme Annie Grenon à la fonction de journalière-surveillante, temporaire.

QUE la dotation de l'emploi est conditionnelle au résultat négatif de l'enquête de sécurité pré-emploi.

QUE la date d'embauche sera le premier jour travaillé.

QUE le salaire et les conditions de travail sont ceux prévus à la convention collective en vigueur.

2.3 PRÉSENTATION, DÉPÔT ET AVIS DE MOTION

2.4 DÉPÔT DE RAPPORTS, DOCUMENTS, REQUÊTES**3. SÉCURITÉ PUBLIQUE****4. TRANSPORT VOIRIE****5. SERVICES TECHNIQUES**

2024-07-08-177

5.1 ACHAT D'UNE CAMIONNETTE DE TYPE PICK-UP POUR LE SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

CONSIDÉRANT QUE le camion pick up #17 du service des travaux publics nécessite un remplacement;

CONSIDÉRANT QU'une demande de prix a été faite auprès de 6 concessionnaires;

CONSIDÉRANT QUE nous avons reçu 2 soumissions soit:

- Trois Diamants Autos (1987) Ltée : 64 829.55 \$ plus les taxes;
- Léveillé Ford inc. : 66 711.50 \$ plus les taxes;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : MME LOUISE BOURASSA
APPUYÉ PAR : MME JULIE LAMOUREUX

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

D'OCTROYER le contrat pour l'achat d'un camion de type pick-up 2500 à l'entreprise Trois Diamants Autos (1987) Ltée au montant de 64 829.55 \$ plus les taxes applicables;

D'IMPUTER la dépense à la réserve voirie;

D'AUTORISER le directeur général et greffier-trésorier à payer en temps opportun les factures relatives à ce contrat.

6. AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT

2024-07-08-178

6.1 ADOPTION D'UN RÈGLEMENT - RÈGLEMENT NUMÉRO 756-2024 AYANT POUR OBJET DE MODIFIER ET DE CORRIGER CERTAINES DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES ET COUILLES RÉGLEMENTAIRES SE TROUVANT DANS LE RÈGLEMENT DE PERMIS ET CERTIFICAT #725-2023

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil ont pris individuellement connaissance du règlement 756-2024 ce qui dispense de lecture;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement n'a pas à être soumis aux personnes habiles à voter;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : MME LOUISE BOURASSA

APPUYÉ PAR : MME JULIE LAMOUREUX

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

QUE le règlement numéro 756-2024 relatif au règlement permis et certificats, soit et est adopté.

RÈGLEMENT N°756-2024, AYANT POUR OBJET DE MODIFIER ET DE CORRIGER CERTAINES DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES ET COQUILLES RÉGLEMENTAIRES SE TROUVANT DANS LE RÈGLEMENT DE PERMIS ET CERTIFICAT #725-2023

ATTENDU QUE le conseil municipal peut modifier son règlement de permis et certificat en vertu de l'article 119 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1)*;

ATTENDU QUE la Municipalité a adopté son règlement numéro 725-2023 le 16 août 2023;

ATTENDU QU'IL est important pour la Municipalité de s'assurer de la qualité de vie de ces citoyens et de l'harmonie des différentes dispositions sur son territoire;

ATTENDU QUE présent règlement vise notamment à mettre à jour les dispositions relatives dues à certaines coquilles qui se sont introduites lors de la concordance des règlements avec la MRC de Montcalm;

ATTENDU QUE présent règlement vise notamment à mettre à jour certaines dispositions relatives au règlement de concordances #205-5 de la MRC de Montcalm;

ATTENDU QU'UN avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a dûment été présenté lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 10 juin 2024;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : MME LOUISE BOURASSA

APPUYÉ PAR : MME JULIE LAMOUREUX

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

Que la Municipalité de Saint-Calixte adopte le présent règlement à toutes fins que de droit et qu'il soit décrété, statué et ordonné ce qui suit par le présent règlement;

ARTICLE 1 : Le préambule du présent de règlement fait partie intégrante pour valoir à toutes fins que de droit.

ARTICLE 2 : Au chapitre 3, de la section 3.2 « Présentation d'une demande de permis de construction » du règlement 725-2023, le 8^e paragraphe du 1^{er} alinéa de l'article 3.2.1 est modifié comme suit :

8. Un plan projet d'implantation, lorsque le projet vise la construction d'un bâtiment principal ou la construction d'un agrandissement de plus de 20% de la superficie de plancher d'un bâtiment principal lorsqu'un certificat de localisation à

jour n'est pas fourni, en un (1) exemplaire et préparé par un arpenteur-géomètre et indiquant, de façon non limitative, les informations suivantes :

ARTICLE 3 : Au chapitre 3, de la section 3.2 « Présentation d'une demande de permis de construction » du règlement 725-2023, l'article 3.2.5 est abrogé.

ARTICLE 4 : Au chapitre 3, de la section 3.2 « Présentation d'une demande de permis de construction » du règlement 725-2023, l'article 3.2.12 est abrogé.

ARTICLE 5 : Au chapitre 3, de la section 3.3 « Conditions de délivrance » du règlement 725-2023, à l'article 3.3.1, le 6^e paragraphe est remplacé comme suit :

- 6. Le terrain sur lequel doit être érigée la construction projetée est adjacent à une rue publique construite et municipalisée ou à une rue privée construite conforme aux exigences du règlement de lotissement municipal et du règlement de construction de rue. Dans le cas d'un projet intégré, le terrain visé au présent paragraphe correspond au site sur lequel sera implanté le projet.

ARTICLE 6 : Au chapitre 5, de la section 5.1 « Dispositions générales » du règlement 725-2023, à l'article 5.1.1, le 6^e paragraphe est abrogé;

ARTICLE 7 : Au chapitre 5, de la section 5.4 « Dispositions particulières » du règlement 725-2023, à l'article 5.4.2, la ligne suivante est ajoutée à la fin du tableau;

Remblais ou déblais	3 mois	/
---------------------	--------	---

ARTICLE 8 : Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ À SAINT-CALIXTE CE 8E JOUR DE JUILLET 2024.

Michel Jasmin, Maire

Mathieu-Charles LeBlanc, *ing.*, Directeur général et greffier-trésorier

2024-07-08-179

6.2 ADOPTION D'UN RÈGLEMENT - RÈGLEMENT NUMÉRO 757-2024 AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE RÈGLEMENT 716-2022 SUR LES DROITS SUPPLÉTIFS

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil ont pris individuellement connaissance du règlement 757-2024 ce qui dispense de lecture;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement n'a pas à être soumis aux personnes habiles à voter;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : M. ALEXANDRE MANTHA
APPUYÉ PAR : M. GAÉTAN LAVALLÉE

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

QUE le règlement numéro 757-2024 relatif au règlement sur les droits de mutation, soit et est adopté.

RÈGLEMENT N°757-2024, AYANT POUR OBJET DE MODIFIER LE RÈGLEMENT 716-2022 SUR LES DROITS SUPPLÉTIFS

ATTENDU QUE le conseil municipal peut modifier son règlement sur modalités applicables au droit supplétif sont celles prescrites aux articles 20.1 à 20.8 de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., c. D-15.1)*;

ATTENDU QUE la Municipalité a adopté le règlement #716-2022 relatif au taux du droit de mutation applicable aux transferts dont la base d'imposition excède 500 000 \$ le 18 janvier 2023;

ATTENDU QU'UN avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a dûment été présenté lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 10 juin 2024;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : M. ALEXANDRE MANTHA
APPUYÉ PAR : M. GAÉTAN LAVALLÉE

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

Que la Municipalité de Saint-Calixte adopte le présent règlement à toutes fins que de droit et qu'il soit décrété, statué et ordonné ce qui suit par le présent règlement;

ARTICLE 1 : Le préambule du présent de règlement fait partie intégrante pour valoir à toutes fins que de droit.

ARTICLE 2 : À l'article 4, du règlement 716-2022, sont abrogés les paragraphes c), d) et e) du 2^e alinéa;

ARTICLE 3 : Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ À SAINT-CALIXTE CE 8E JOUR DE JUILLET 2024.

Michel Jasmin, Maire

Mathieu-Charles LeBlanc, *ing.*, Directeur général et greffier-trésorier

7. LOISIRS ET CULTURE ET BIBLIOTHÈQUE

7.1 BIBLIOTHÈQUE**7.2 COMMUNICATION****7.3 LOISIRS**

2024-07-08-180

7.3.1 ADJUDICATION DU CONTRAT DE SURVEILLANCE ET DE SÉCURITÉ AUX ABORDS DES PLANS D'EAU APPARTENANT À LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-CALIXTE

CONSIDÉRANT QUE pour l'été 2024, le conseil désire poursuivre la surveillance et la sécurité des abords de ses plans d'eau;

CONSIDÉRANT QUE nous avons demandé des soumissions à plus de 3 entreprises de sécurité;

CONSIDÉRANT QUE nous avons reçu une soumission de Groupe Sûreté Inc. et que les autres entreprises ont décliné nos demandes;

CONSIDÉRANT leur soumission du 28 mai 2024 no: OF240528-102;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : MME LUCIE CHAGNON
APPUYÉ PAR : MME JULIE LAMOUREUX

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

D'ADJUGER le contrat à la firme Groupe Sûreté Inc. pour un maximum de 160 heures pour 2 agents patrouilleurs et un véhicule patrouille identifié, pour un montant total n'excédant pas 18,500\$ incluant une contingence et excluant les taxes applicables. Le tout conformément au calendrier de présences requis et soumis par la Municipalité.

QUE la dépense soit imputée au budget de fonctionnement - 02-70150-410.

QUE le Conseil autorise Groupe Sûreté Inc, représenté par ses agents, à appliquer et à entreprendre les poursuites pénales contre tous contrevenants à toutes les dispositions des règlements nos. 900-2010 et 901-2009, et leurs amendements, et autorise également à délivrer les constats d'infractions utiles à cette fin.

QUE le directeur général et greffier-trésorier soit autorisé à payer en temps opportun les factures relatives à ce contrat.

2024-07-08-181

7.3.2 ADJUDICATION DU CONTRAT D'ACHAT DE CADEAUX POUR LES ENFANTS DES ÉCOLES PRIMAIRES DE SAINT-CALIXTE POUR LE DÉPOUILLEMENT D'ARBRE DE NOËL

CONSIDÉRANT QUE le conseil désire offrir aux 550 jeunes des écoles primaires un cadeau à Noël lors du dépouillement d'arbre de Noël;

CONSIDÉRANT QUE nous avons demandé à 4 entreprises une soumission pour fournir les cadeaux;

CONSIDÉRANT QUE l'entreprise SAMKO était la seule à pouvoir nous offrir le service complet;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : MME LOUISE BOURASSA
APPUYÉ PAR : M. ALEXANDRE MANTHA

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

D'ADJUGER le contrat à l'entreprise SAMKO Party Services pour un montant maximal de 15,000 \$ taxes incluses.

D'AFFECTER la dépense au budget de fonctionnement, poste 02-110-00-493.

D'AUTORISER le directeur général et greffier-trésorier de payer en temps opportun les factures relatives à ce contrat.

8. VARIA

9. DEUXIÈME PÉRIODE DE QUESTIONS

Quelques questions ont été posées, parmi les personnes présentes dans la salle.

2024-07-08-182

10. CLÔTURE DE LA SÉANCE

IL EST PROPOSÉ PAR : M. GAÉTAN LAVALLÉE
APPUYÉ PAR : M. ALEXANDRE MANTHA

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS SUITE AU VOTE :

QUE la séance soit levée à : 19 h 56.

MICHEL JASMIN, MAIRE

MATHIEU-CHARLES LEBLANC,
DIRECTEUR GÉNÉRAL ET GREFFIER-TRÉSORIER

« Je, Michel Jasmin, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».